



APPEL DE COTONOU SUR LA GOUVERNANCE DE L'EAU

Nous, Conseils Economiques et Sociaux membres de l'Union des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions similaires Francophones,

→ Faisons le constat, à l'instar la Conférence mondiale des Nations Unies pour l'eau du 22 mars 2023, d'un besoin urgent de renforcer les actions internationales quant à la gestion de ce bien essentiel pour la vie, dont l'accès reste trop restreint pour une grande partie de la population francophone.

→ Notons – partout dans le monde – la détérioration de sa qualité par de multiples sources de pollution, et les nombreuses tensions entre usages et aux frontières des Etats, ce qui exige un meilleur partage de ce bien, un partage équitable.

→ Exprimons notre inquiétude face aux menaces que le réchauffement climatique fait peser sur les ressources hydriques, en Europe, en Asie et surtout en Afrique. Nous relevons une exacerbation des phénomènes extrêmes, sécheresses et inondations, impactant en premier lieu les communautés les plus vulnérables, et provoquant la multiplication de conflits d'usage et territoriaux, locaux, transnationaux et régionaux.

→ Rappelons l'urgence et l'importance de l'intégration du cycle de l'eau dans l'élaboration des politiques publiques, aux fins d'assurer l'équité territoriale et sociale, et de mieux protéger la santé de l'homme et des écosystèmes.

Insistons sur la nécessité de considérer le nexus eau, énergie, sécurité alimentaire, dans le cadre d'une vision intégrée.

→ Observons les difficultés auxquelles font face les gouvernements et décideurs politiques mondiaux, ce qui justifie le déploiement d'une véritable initiative francophone en matière de préservation, de gestion et de restauration de la ressource et des milieux aquatiques.

→ Affirmons l'intérêt de renforcer dans l'espace francophone une coopération multilatérale permettant de co-construire et de partager des solutions justes, durables et adaptées aux besoins des populations.



Dotés d'une expertise et d'une expérience de terrain avérées, force de réflexion, de proposition et d'accompagnement,

Nous, les 23 Conseils Economiques et Sociaux membres de l'UCESIF, menons des travaux et réflexions sur la gouvernance du secteur de l'eau qui portent notamment sur le pilotage institutionnel, la gestion de la ressource, le traitement des eaux usées et leur réutilisation, le dessalement et son impact sur les écosystèmes marins, la pollution par les déchets solides, l'adaptation de l'agriculture au changement climatique, les migrations en lien avec le stress hydrique, le coût et la tarification de l'eau ;

Nous, les 23 Conseils Economiques et Sociaux membres de l'UCESIF, appelons, dans le cadre d'une approche participative et inclusive, l'Organisation Internationale de la Francophonie et ses Etats membres à :

- Mettre la question de l'eau, de la conciliation de ses différents usages et de sa gouvernance en haut de l'agenda politique ;
- Créer une Alliance Francophone de l'Eau, qui permette aux Etats membres et à l'ensemble des parties prenantes concernées de prendre pleinement la mesure des enjeux, de proposer une vision ambitieuse de la gouvernance de ce bien essentiel à la vie et de la porter de manière coordonnée au niveau des instances internationales dédiées (COP, Forum mondial de l'eau,...) ;
- Associer l'UCESIF et ses membres aux travaux de ladite Alliance dans l'objectif d'une meilleure prise en compte des besoins des populations et d'une plus grande implication des organisations de la société civile et des citoyens dans l'élaboration des solutions et leur mise en œuvre ;
- Renforcer, au niveau de chacun de nos Etats, la contribution des Conseils économiques et sociaux dans l'élaboration et le suivi des politiques nationales relatives à l'eau.

Cotonou, le 2 Juin 2023